



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 24 mois
à la société EQIOM GRANULATS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux
alluvionnaires sur le territoire de la commune de VANDIÈRES**

N° 2023-0728
AIOT 0006208689

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié, autorisant la société EQIOM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur la commune de Vandières ;
- Vu** la demande en date du 28 juin 2023 relative à la demande de prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières déposée par la société EQIOM GRANULATS ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé GK/NW/1314_2023 en date du 8 septembre 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 11 septembre 2023 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** l'absence de remarque confirmée en date du 25 septembre 2023 par l'exploitant ;
- Considérant** que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, transmise par courrier en date du 28 juin 2023 par la société EQIOM GRANULATS est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- Considérant** que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;
- Considérant** que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié autorisant la société EQIOM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Vandières ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;
- Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières, octroyée à la Société EQIOM GRANULATS par l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié est prolongée jusqu'au **7 juillet 2026**.
Les douze derniers mois sont consacrés à la finalisation de la remise en état.

Article 2 : Garanties financières

Le montant des garanties financières de **238 907 € TTC** se substitue à ceux fixés à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (avril 2023) (base 2010) = 129,4
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société EQIOM GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Vandières

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **27 SEP. 2023**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF